

Statistiques de finances publiques, quatrième trimestre de 2025

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est dans Le Quotidien, le lundi 30 mars 2026

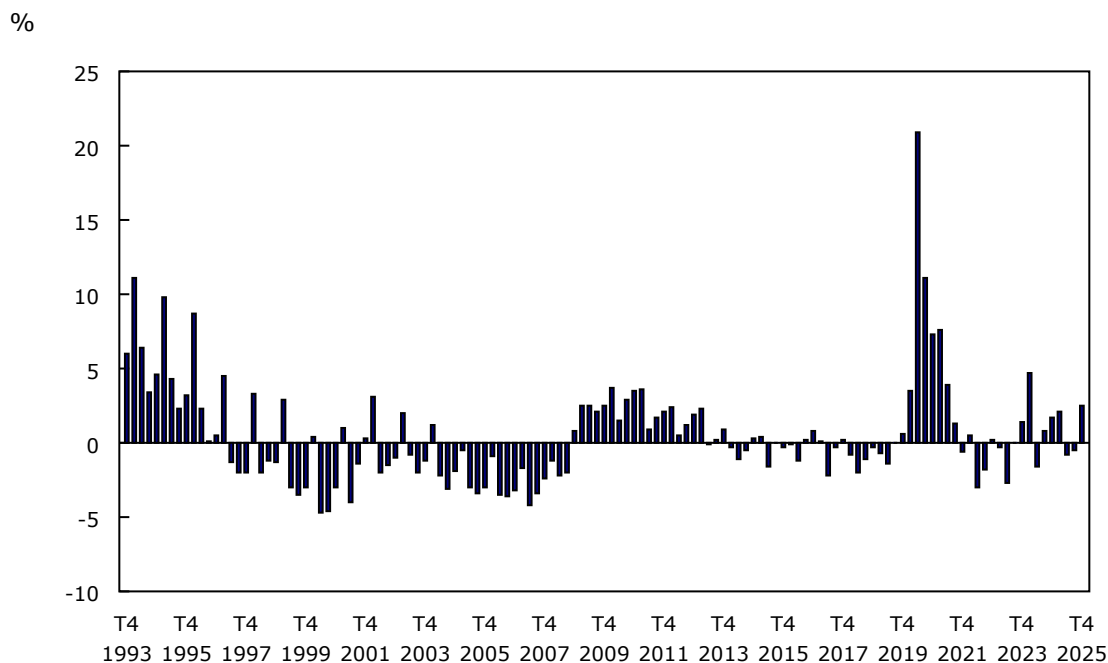
Le déficit de l'administration publique canadienne se creuse

Au quatrième trimestre, l'administration publique canadienne a enregistré un déficit de 20,8 milliards de dollars, ce qui représente une hausse de 6,7 milliards de dollars par rapport au même trimestre en 2024. Cette situation est principalement attribuable au ralentissement de la croissance des recettes (+2,4 %), combiné à l'augmentation des dépenses (+4,3 %). En excluant les caisses de sécurité sociale, le déficit s'est établi à 27,9 milliards de dollars, en hausse de 11,0 milliards de dollars par rapport au déficit de 16,9 milliards de dollars observé au quatrième trimestre de 2024.

Le déficit de l'administration publique fédérale (+1,3 milliard de dollars) a légèrement augmenté pour atteindre 12,3 milliards de dollars au quatrième trimestre de 2025, comparativement au déficit de 11,1 milliards de dollars enregistré au même trimestre en 2024. Le déficit des administrations publiques provinciales et territoriales s'est fortement accru (+10,3 milliards de dollars) pour s'élever à 16,0 milliards de dollars au quatrième trimestre de 2025, alors que la hausse des recettes (+1,2 milliard de dollars) a été atténuée par une baisse du revenu de la propriété. La croissance des charges (+11,4 milliards de dollars) a dépassé celle des recettes, alors que la rémunération des salariés, l'utilisation de biens et services et les transferts de capitaux aux entreprises ont augmenté de façon significative.

En pourcentage du produit intérieur brut (PIB) nominal, le déficit de l'administration publique canadienne s'est situé à 2,5 % au quatrième trimestre de 2025, ce qui est significativement plus élevé que le déficit de 1,7 % observé au même trimestre en 2024. L'administration publique fédérale a affiché un déficit équivalent à 1,5 % du PIB au quatrième trimestre de 2025, tandis que les administrations publiques provinciales et territoriales ont enregistré un déficit équivalant à 1,9 % du PIB, une hausse par rapport au déficit de 0,7 % enregistré au quatrième trimestre de 2024. Le surplus des administrations publiques locales s'est établi à 0,1 % du PIB au quatrième trimestre de 2025, tandis que celui des caisses de sécurité sociale s'est élevé à 0,8 %.



Graphique 1**Déficit de l'administration publique canadienne en pourcentage du produit intérieur brut nominal**

Source(s) : Tableaux [10-10-0015-01](#) et [36-10-0104-01](#).

Le déficit de l'administration publique fédérale s'accroît dans un contexte de ralentissement de la croissance des recettes

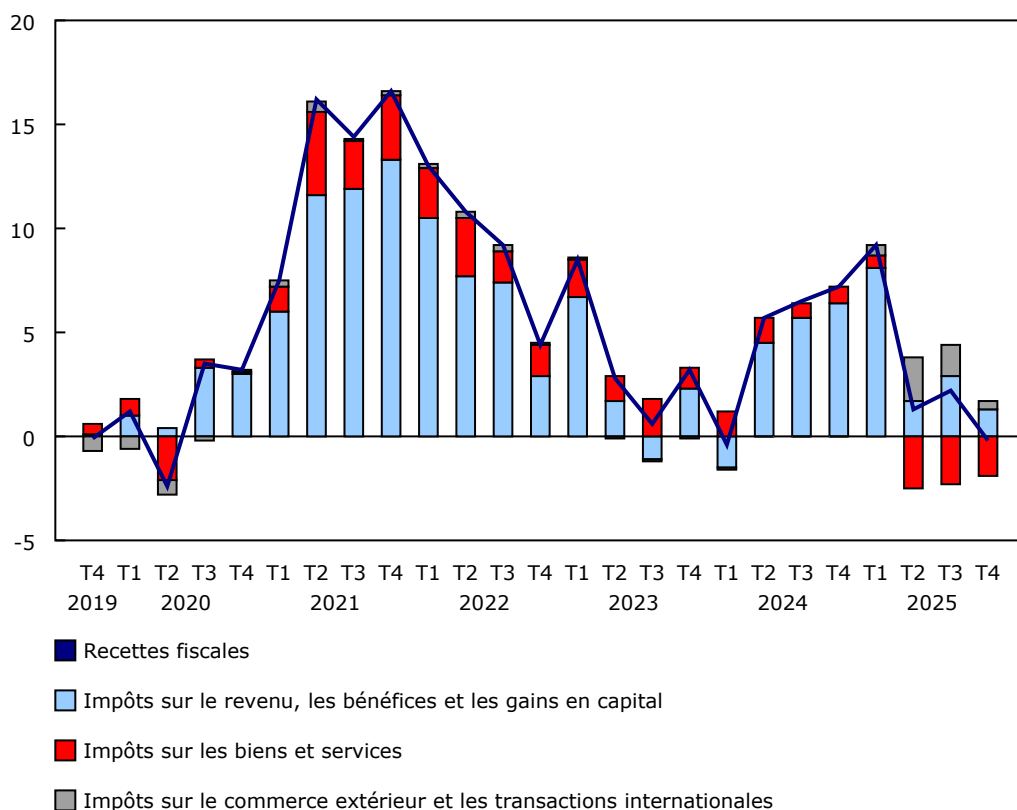
Au quatrième trimestre de 2025, le déficit de l'administration publique fédérale (+1,3 milliard de dollars) a légèrement augmenté par rapport au même trimestre un an plus tôt, étant donné que la croissance des charges (+2,3 milliards de dollars; +1,7 %) a été supérieure à la hausse modeste des recettes (+1,0 milliard de dollars; +0,8 %). Les recettes fiscales (-0,2 milliard de dollars; -0,2 %) ont légèrement diminué au quatrième trimestre de 2025, dans un contexte marqué par une faible progression du PIB nominal et par une baisse des taux d'imposition qui ont entraîné un ralentissement de la croissance des revenus.

Les impôts sur le revenu, les bénéfices et les gains en capital ont augmenté de 1,3 milliard de dollars (+1,5 %) au quatrième trimestre, alors que les impôts sur les biens et services ont reculé de 1,9 milliard de dollars (-8,7 %), principalement en raison de l'abolition de la taxe fédérale sur le carbone pour les consommateurs. Les impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales ont augmenté de 0,4 milliard de dollars d'une année à l'autre au quatrième trimestre, un rythme plus lent qu'au cours du trimestre précédent (+1,5 milliard de dollars) en raison de la suppression des contre-mesures tarifaires sur la plupart des importations américaines à compter du 1er septembre 2025.

Les charges de l'administration publique fédérale ont progressé de 2,3 milliards de dollars (+1,7 %) au quatrième trimestre. D'une année à l'autre, les prestations sociales ont augmenté de 0,2 milliard de dollars, puisque les prestations d'assurance-emploi (+1,0 milliard de dollars; +19,2 %) et les prestations de la Sécurité de la vieillesse (+0,4 milliard de dollars; +2,2 %) ont affiché une hausse, progression en grande partie contrebalancée par l'abolition de la remise canadienne sur le carbone. Parallèlement, les charges d'intérêt ont augmenté de 0,8 milliard de dollars (+6,5 %), tandis que les subventions ont diminué de 2,0 milliards de dollars.

Graphique 2**Recettes fiscales de l'administration publique fédérale, variation d'une année à l'autre**

milliards de dollars



Source(s) : Tableau 10-10-0015-01.

La dette nette de l'administration publique canadienne diminue

Au quatrième trimestre de 2025, la dette nette de l'administration publique canadienne a diminué de 36,2 milliards de dollars (-6,7 %) d'une année à l'autre pour s'établir à 503,3 milliards de dollars, la croissance de la valeur des actifs financiers (+278,7 milliards de dollars; +8,5 %) ayant dépassé celle de la valeur marchande des passifs (+242,5 milliards de dollars; +6,3 %). En excluant les caisses de sécurité sociale, dont les actifs sont destinés au paiement de prestations futures, la dette nette a augmenté de 57,2 milliards de dollars (+4,1 %) pour atteindre 1 445,3 milliards de dollars.

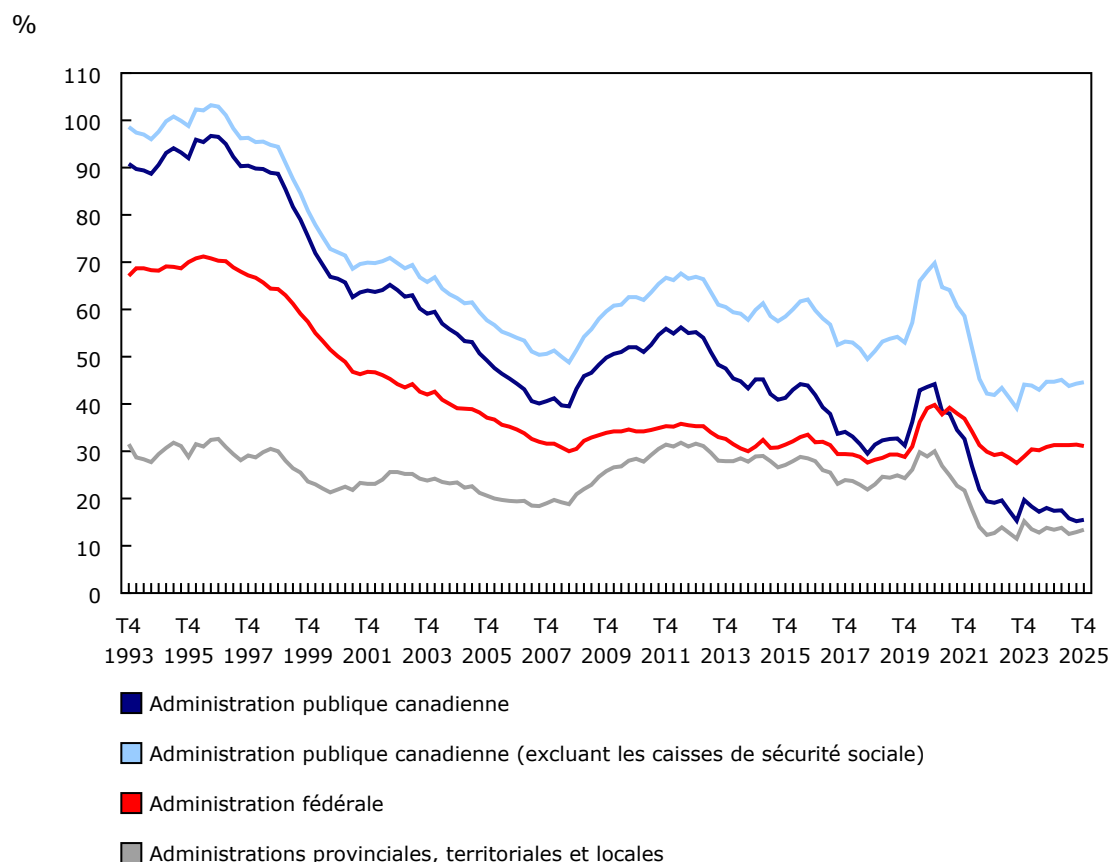
Au quatrième trimestre, la dette nette de l'administration publique fédérale s'est accrue de 37,3 milliards de dollars (+3,8 %) par rapport à la même période un an plus tôt et s'est établie à 1 010,2 milliards de dollars. La valeur marchande du passif total de l'administration publique fédérale a augmenté de 122,7 milliards de dollars (+6,9 %), principalement sous l'effet de la hausse de la valeur de ses titres de créance en circulation (+114,8 milliards de dollars; +8,3 %), tandis que ses actifs financiers ont progressé de 85,4 milliards de dollars (+10,6 %). Parallèlement, la dette nette des administrations publiques provinciales, territoriales et locales s'est accrue de 19,9 milliards de dollars (+4,8 %) pour s'élever à 435,1 milliards de dollars.

En pourcentage du PIB nominal, la dette nette de l'administration publique canadienne a diminué pour s'établir à 15,5 % à la fin du quatrième trimestre de 2025, comparativement à 17,4 % à la fin du quatrième trimestre de 2024. En excluant les caisses de sécurité sociale, le ratio de la dette nette par rapport au PIB était de 44,6 % à

la fin du quatrième trimestre de 2025, soit un niveau pratiquement inchangé par rapport à la même période un an plus tôt (44,7 %). Le ratio de la dette nette par rapport au PIB de l'administration publique fédérale se situait à 31,1 % à la fin du quatrième trimestre de 2025, tandis que celui des administrations publiques provinciales, territoriales et locales s'établissait à 13,4 %.

Graphique 3

Dette nette en pourcentage du produit intérieur brut nominal selon le sous-secteur de l'administration publique



Source(s) : Tableaux [10-10-0015-01](#) et [36-10-0104-01](#).

Regard sur le Canada et les États-Unis

Au quatrième trimestre de 2025, les impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales ont totalisé 1,8 milliard de dollars, en hausse de 25,7 % par rapport au quatrième trimestre de 2024. Les impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales avaient affiché une croissance de 105,0 % au troisième trimestre de 2025. Les recettes enregistrées au quatrième trimestre constituaient le niveau le plus bas enregistré en 2025. Le Canada a supprimé les contre-mesures tarifaires sur la plupart des importations américaines à compter du 1er septembre 2025, à l'exception de l'acier, de l'aluminium et des automobiles.

Les impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales, qui représentaient 1,5 % des recettes totales du gouvernement fédéral au quatrième trimestre de 2025 (comparativement à 2,5 % au troisième trimestre), consistent principalement en droits de douane sur certains biens entrant au pays ou sur des

services fournis par des non-résidents à des résidents canadiens. Ces taxes sont comptabilisées nettes de tout remboursement effectué auprès des importateurs dans le cadre des programmes d'allègement ou de décrets de remise existants.

Note aux lecteurs

Les données financières trimestrielles pour l'administration publique canadienne et ses sous-secteurs pour la période allant du premier trimestre de 1990 au quatrième trimestre de 2025 sont maintenant accessibles. Ces sous-secteurs sont l'administration publique fédérale, les administrations publiques provinciales et territoriales, les administrations publiques locales, ainsi que le Régime de pensions du Canada et le Régime de rentes du Québec.

Les Statistiques de finances publiques (SFP) présentent des statistiques financières au moyen de la norme élaborée par le Fonds monétaire international. Cette norme permet une analyse et un regroupement cohérents entre les pays participants.

Selon les normes des SFP, le solde net de gestion est la différence entre les recettes et les charges pour une période donnée et constitue une mesure sommaire de la viabilité des activités du gouvernement. Lorsque les recettes sont inférieures aux charges, un déficit est alors enregistré, alors que la situation inverse induit un surplus.

La valeur financière nette est la différence entre les actifs et les passifs financiers aux prix du marché pour une période donnée et constitue un indicateur clé pour évaluer la viabilité de la politique budgétaire. Cette mesure équivaut à la valeur inverse de la dette nette, une mesure couramment utilisée dans les états financiers du gouvernement.

À l'heure actuelle, les données trimestrielles des SFP sont obtenues en transposant les données du Système des comptes nationaux du Canada aux normes et conventions des SFP.

La présente diffusion des SFP tient compte des données révisées du premier trimestre de 1990 au troisième trimestre de 2025.

Prochaine diffusion

Les données sur les statistiques de finances publiques canadiennes pour le premier trimestre de 2026 seront diffusées le 26 juin.

Tableaux disponibles : [10-10-0015-01](#) et [10-10-0172-01](#).

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête [5174](#).

Des renseignements supplémentaires sont également offerts dans la publication *Les nouveautés en matière de comptes économiques canadiens* ([13-605-X](#)). Il est également possible de consulter le *Guide de l'utilisateur : Système canadien des comptes macroéconomiques* ([13-606-G](#)). Cette publication a été mise à jour pour y inclure le [Chapitre 9. Statistiques de finances publiques](#).

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca), ou communiquez avec les Relations avec les médias (statcan.mediahotline-ligneinfomedias.statcan@statcan.gc.ca).